

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

- Le cumul des mandats sociaux au sein de la société anonyme après la loi du 29 octobre 2002, par Bernard SAINTOURENS 1
- La loi Sarbanes-Oxley doit-elle inspirer une réforme du gouvernement d'entreprise en France ?, par Daniel HURSTEL et Julien MOUGEL 13
- Le gouvernement d'entreprise en France : faut-il légiférer encore et de quelle manière ?, par Philippe BISSARA 51
- Les garanties ascendantes dans les groupes de sociétés ou les sûretés consenties par les sociétés-filles à leurs sociétés-mères, par Charles-Henry CHENUT 71

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Société en général – Société en formation – Prêt consenti à une société en formation – Cautionnement – Reprise des engagements par la société – Conditions – Mandat tacite (non) – Reprise implicite (non), Cass. com., 2 oct. 2002, note Jean-François BARBIÈRI 119
- Engagement pris par une société-mère vis-à-vis d'un créancier de sa filiale – Engagement de faire le nécessaire en vue de bonne fin de l'opération conclue par la filiale – Engagement de cautionnement (non) – Obligation de résultat (oui), Cass. com., 9 juill. 2002, note Emmanuel BROCARD 124

II. Sociétés unipersonnelles

- Société – Dissolution – Cautionnement – Étendue – Société unipersonnelle – Obligations nées avant la dissolution – Engagement de la caution (oui), Cass. com., 19 nov. 2002, note Dominique LEGAIS 129

III. Sociétés anonymes

- Société anonyme – Directeur général distinct du président du conseil d'administration – Pouvoir respectif du directeur général (art. L. 225-51-1) et du conseil d'administration (art. L. 225-35) – Conflit – Pouvoir du conseil d'administration d'ordonner la réalisation d'un audit comptable (oui) – Vérification de la bonne marche de la société, T. com. Bordeaux, ord. référé 2 janv. 2003, note Bernard SAINTOURENS 134

IV. Sociétés civiles

- Société civile – Société civile professionnelle – Retrait d'un associé – Conditions prévues par les statuts – Évaluation des parts – Date du transfert de propriété, Cass. 1^{re} civ., 11 févr. 2003, note Yves CHARTIER 142

V. Droit pénal des sociétés

- Société – Société anonyme – Administrateur – Abus de pouvoirs – Action civile – Actionnaire – Préjudice personnel (non).
Bourse – Bourse des valeurs – Opérations – Infractions – Délit d'initié – Action civile – Actionnaire – Recevabilité, Cass. crim., 11 déc. 2002, note Bernard BOULOC 145

VI. Redressement judiciaire

- Redressement ou liquidation judiciaire – Extension d'une société à une autre – Conditions – Confusion des patrimoines – Notion, Cass. com., 10 déc. 2002, note Yves GUYON 151
- Entreprise en difficulté – Liquidation judiciaire – Clôture – Clôture pour insuffisance d'actif – Effet à l'égard du liquidateur – Fin de mission – Personne morale – Notification – Signification – Personne liquidée – Commandement de saisie immobilière – Commandement délivré au mandataire judiciaire – Portée, Cass. 2^e civ., 17 oct. 2002, note Pierre-Michel LE CORRE 154

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- ASSOCIATION – Membre – Pouvoir disciplinaire – Contrôle – Étendue – Exclusion – Respect des droits de la défense (CA Paris, 1^{re} ch. sect. A 9 déc. 2002) 163
- SOCIÉTÉ ANONYME – Augmentation de capital en numéraire – Renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription – Rapport du commissaire aux comptes (non) (CA Paris 3^e ch. sec. A 22 oct. 2002) 163

- SARL – Gérant – Cessation des fonctions – Tacite reconduction (non) – Gérant de fait – Rémunération – Régime (CA Versailles 12^e ch. sec. 2, 12 sept. 2002) 164
- SOCIÉTÉ CIVILE – Associés – Mésentente – Dissolution (non) – Retrait (oui) (CA Paris 25^e ch. B, 4 oct. 2002) 165
- SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL – Administrateur provisoire – Désignation – Causes – Fonctionnement anormal de la société et atteinte aux intérêts sociaux (CA Paris 25^e ch. sect. B, 4 oct. 2002 ; CA Paris 14^e ch. sect. A, 16 oct. 2002) 166
- SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL – Associé minoritaire – Responsabilité – Dénigrement fautif des dirigeants – Dommages-intérêts (CA Paris 3^e ch. B, 25 oct. 2002) 167

Législation et réglementation

I. Loi

- Loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques 169

II. Décrets

- Décret n° 2003-143 du 19 février 2003 modifiant le décret n° 99-710 du 3 août 1999 pris pour l'application du titre IV de la seconde partie de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relatif à la réforme des sociétés de crédit foncier 169
- Décret n° 2003-144 du 19 février 2003 modifiant le décret n° 2000-664 du 17 juillet 2000 pris pour l'application de l'article 16 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier 169
- Décret 2003-74 du 28 janvier 2003 modifiant le décret n° 71-524 du 1^{er} juillet 1971 relatif à certaines sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne 170
- Décret n° 2002-1536 du 24 décembre 2002 relevant les seuils d'assujettissement aux acomptes d'impôt sur les sociétés, de la contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés, de la contribution sur les sociétés et de la contribution annuelle sur les revenus locatifs et modifiant les articles 359, 366 C, 366 L, 376, 381 ter et septies de l'annexe III au code général des impôts 170

III. Arrêté

- Arrêté du 10 janvier 2003 portant homologation du règlement n° 2002-13 du Comité de la réglementation bancaire et financière 170

IV. Circulaire

- Circulaire relative à l'immatriculation des sociétés créées avant 1978 et des sociétés par actions simplifiées 171

Bibliographie

I. Comptes rendus d'ouvrages	175
II. Bibliographie thématique	178
III. Actualités bibliographiques	180
IV. Sélection d'ouvrages récents	185
V. Thèses de doctorat	185

Informations

Activité du tribunal de commerce de Paris en 2002	186
Les nouveaux aspects de la sécurité financière	188

Reg	
Cat	
Clas.	

20 FEB. 2009

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ